

Audience publique du 13 juin 2018

Recours formé par
Monsieur ..., ...,
contre des décisions du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
en matière d'aides financières pour études supérieures

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 39281 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif le 20 mars 2017 par Maître Jean Kauffman, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., demeurant à L-..., tendant à l'annulation sinon à la réformation de deux décisions du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche prises en date des 30 novembre 2016 et 16 février 2017, en matière d'aides financières pour études supérieures ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif en date du 20 juin 2017 ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe du tribunal administratif en date du 19 septembre 2017 par Maître Jean Kauffman au nom de Monsieur ..., préqualifié ;

Vu le mémoire en duplique du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif en date du 18 octobre 2017 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment les décisions critiquées ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Jean Kauffmann et Madame le délégué du gouvernement Elisabeth Pesch en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 16 mai 2018.

Monsieur ... sollicite au courant de l'année 2016 une aide financière pour études supérieures pour le semestre d'hiver de l'année académique 2016/2017.

Par une décision du 30 novembre 2016, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, ci-après désigné par « le ministre », accorda une aide financière de l'Etat pour études supérieures d'un montant total de ... € à Monsieur... pour le semestre d'hiver de l'année académique 2016 et 2017, cette somme ayant été accordée sous forme de prêt exclusivement, le montant des aides susceptibles d'être accordées au titre de la partie bourse ayant été fixé à 0 €.

Par un courrier de son mandataire du 16 décembre 2016, Monsieur ... fit introduire un recours gracieux contre cette décision.

Le 16 février 2017, le ministre rejeta ledit recours gracieux comme non fondé dans les termes suivants :

« Par courrier du 16 décembre 2016, vous avez intenté un recours gracieux contre la décision du 30 novembre 2016 accordant à votre mandant, Monsieur ..., l'aide financière pour le semestre d'hiver 2016-2017 uniquement sous forme de prêt.

L'aide financière sous forme de bourses et de prêts est accordée par semestre académique et le semestre d'hiver commence le 1^{er} août et se termine le 31 janvier de l'année suivante.

Afin de pouvoir déterminer le revenu à disposition de l'étudiant, nous considérons la période d'éligibilité concernée ; en l'occurrence le semestre d'hiver 2016-2017. Or, votre mandant dispose d'un revenu mensuel imposable de ... EURO pour la durée de son stage pratique auprès de la ..., ... qui s'étend du 26 septembre 2016 au 17 février 2017. Du fait qu'il nous est impossible de prévoir dans le futur pour des étudiants en contrat à durée déterminée ou en stage pratique/professionnel si un nouveau contrat sera conclu ou s'il y aura des variations au niveau du salaire, le calcul est adapté par semestre. En prenant uniquement en considération les mois rémunérés endéans la période du semestre d'hiver susmentionnée, Monsieur ... dispose d'un revenu supérieur au salaire social minimum pour salariés non qualifiés pour la période couvrant le semestre d'hiver. Partant, votre mandant peut, conformément à l'article 11 de la loi modifiée du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'Etat pour études supérieures, bénéficier de l'allocation d'une aide financière sous forme de prêt uniquement pour le semestre d'hiver 2016-2017.

Au vu de ce qui précède, je me vois obligé de rejeter votre recours gracieux et de confirmer la décision susmentionnée.

A toutes fins utiles, je tiens à vous signaler que pour le semestre d'été 2016-2017 une réévaluation du revenu à disposition de votre mandant sera effectuée et qu'une aide financière sous forme de bourses et de prêts pourra dès lors être accordée à Monsieur ... sous réserve de remplir les conditions prévues par la loi modifiée du 24 juillet 2014 précitée. [...] ».

Par une requête déposée au greffe du tribunal administratif en date du 20 mars 2017, Monsieur... a fait introduire un recours tendant principalement à l'annulation et subsidiairement à la réformation des décisions des 30 novembre 2016 et 16 février 2017 en ce qu'elles lui refuseraient d'accorder les bourses de base et de mobilité, ainsi que la bourse familiale.

Etant donné que ni la loi modifiée du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'Etat pour études supérieures, ci-après « la loi du 24 juillet 2014 », ni aucune autre disposition légale ne prévoient la possibilité d'introduire un recours de pleine juridiction en matière de refus d'aides financières de l'Etat pour études supérieures, seul un recours en annulation a pu être introduit à l'encontre des décisions de refus déferées.

Le tribunal est partant compétent pour connaître du recours principal en annulation.

Le tribunal constate que sur question afférente posée à l'audience des plaidoiries, le délégué du gouvernement a clarifié que la recevabilité du recours n'est pas remise en

question. Dans ces conditions, l'argumentation développée par le demandeur dans sa réplique à cet égard est à écarter comme étant sans pertinence.

A cet égard, le tribunal relève encore, s'agissant de la portée des décisions litigieuses, que si le demandeur s'est vu accorder les aides financières sollicitées sous forme de prêt, il ne s'est pas fait accorder les aides sollicitées sous forme de bourse, de sorte que les décisions litigieuses sont à qualifier de décisions négatives à cet égard et faisant grief, étant relevé, tel que cela a été clarifié à l'audience des plaidoiries, que le demandeur soutient à tort que la bourse familiale ne lui aurait pas été attribuée, celle-ci ayant été sollicitée uniquement pour le semestre d'été.

Le recours en annulation est dès lors à déclarer recevable pour avoir, par ailleurs, été introduit dans les formes et délai de la loi.

Il n'y a dès lors pas lieu de statuer sur le recours subsidiaire en réformation.

A l'appui de son recours et en fait, le demandeur expose être étudiant à la « ... » (...), imposant aux étudiants un stage pratique. Ce serait dans ce contexte qu'il aurait conclu un contrat de travail intitulé « *Pratikumsvertrag* » avec la société ..., ayant débuté le 26 septembre 2016 et s'étant terminé le 17 février 2017, et ayant prévu un salaire brut annuel de ... francs suisses (13 x ... francs suisses).

En droit, le demandeur invoque une violation de l'article 1^{er} de la loi du 24 juillet 2014, en faisant valoir que ledit article aurait pour finalité d'assurer l'accès aux études supérieures par l'allocation d'une aide financière sous forme de bourse notamment.

Il se dégagerait de l'alinéa 2 de l'article 1^{er} qu'il faudrait prendre en considération l'année académique et non pas le semestre, l'alinéa 4 du même article renvoyant encore à l'année académique.

Dès lors, une demande en obtention d'une aide financière pour études supérieurs ne pourrait pas être analysée par rapport à un seul semestre, mais devrait l'être par rapport à une année complète. Tout en admettant que deux demandes doivent être introduites, soit pour le semestre d'hiver et pour le semestre d'été, le demandeur donne à considérer qu'il ne s'agirait-là que d'une simple modalité d'exécution de la loi n'affectant pas le principe de la prise en compte de l'année académique.

Il souligne encore que le contrat intitulé « *Pratikumsvertrag* » prévoirait une durée déterminée du 26 septembre 2016 jusqu'au 17 février 2017, et ne renfermerait ni renouvellement ni reconduction tacite.

Il estime qu'il faudrait examiner le décompte des rémunérations touchées par lui par rapport à l'article 4 a) de la loi du 24 juillet 2014 en relation avec l'article 8 de la même loi.

La rémunération aurait été touchée pendant 5 mois à concurrence de ... francs suisses par mois, soit ... francs suisses en tout, correspondant à environ ... €, le demandeur relevant que l'Etat, dans le cadre de la décision sur recours gracieux, aurait évalué cette rémunération au montant ... € par mois, soit ... € sur toute la durée du contrat. Or, cette somme se situerait en-dessous du salaire social minimum luxembourgeois, s'élevant à 12 x ... €, soit ... € par an.

Le demandeur conclut dès lors à une violation de l'article 4 en relation avec l'article 8 de la loi du 24 juillet 2014.

La décision aurait encore été prise en violation de l'article 4 de la même loi dans la mesure où le ministre aurait pris en considération un revenu total annuel et non pas un revenu total semestriel, la notion de revenu annuel étant reprise à l'article 11 de la même loi.

S'y ajouterait que la *ratio legis* serait que par rapport aux modalités d'exécution de la loi, deux demandes devraient être introduites, l'une pour le semestre d'hiver et l'autre pour le semestre d'été. En introduisant celle pour l'hiver uniquement au mois de février pour les besoins du semestre d'hiver, l'étudiant risquerait la déchéance, le demandeur soulignant, par ailleurs, que les bourses auraient pour objet de faire face aux dépenses courantes, tels que les frais d'inscription, le loyer, la nourriture, le déplacement etc.

Le délégué du gouvernement conclut au rejet du recours.

Il donne à titre liminaire à considérer que, contrairement à ce qui est affirmé par le demandeur, la bourse de base, la bourse de mobilité et la bourse sur critères sociaux auraient été accordées, mais elles l'auraient été seulement sous forme de prêt. Il ajoute que le demandeur n'aurait, par ailleurs, pas introduit de demande de bourse familiale pour le semestre d'hiver 2016/2017, puisque celle-ci pourrait être demandée de façon générale uniquement au semestre d'été, conformément à l'article 7 de la loi du 24 juillet 2014. En conséquence, la bourse familiale n'aurait pas pu être refusée au demandeur.

Le délégué du gouvernement souligne encore que, contrairement à ce qui est soutenu par le demandeur, les décisions litigieuses ne seraient pas fondées sur l'article 8 de la loi du 24 juillet 2014. En effet, aucun document du dossier visant le semestre d'hiver 2016/2017 ne renseignerait un élément susceptible d'être porté en déduction de l'aide financière accordée, le délégué du gouvernement renvoyant encore à la décision du 30 novembre 2016 dans laquelle figurerait sous la rubrique « *déduction* » le montant de 0 €.

Il s'ensuivrait que la décision du ministre ne s'analyserait pas en une décision de refus de l'aide financière de l'Etat, mais en une décision positive puisque l'aide financière aurait été accordée sous forme de prêt.

En droit, le délégué du gouvernement réfute l'argumentation de la partie demanderesse suivant laquelle l'aide financière sous forme de bourse et de prêt serait accordée par année académique, en renvoyant aux dispositions des alinéas 2 et 4 de l'article 1^{er} de la loi du 24 juillet 2014. Il estime que la demande en obtention d'une aide financière devrait être analysée par rapport à un seul semestre et non pas par rapport à une année complète, en soulignant que la loi prévoirait un système semestriel d'octroi de l'aide financière, celle-ci étant accordée ou bien refusée par semestre académique et non pas par année académique, tel que cela ressortirait clairement de l'alinéa 2 de l'article 1^{er} et de l'article 7, paragraphes 1 et 2 de la loi du 24 juillet 2014.

De même, toutes les bourses prévues à l'article 4 et les prêts prévus à l'article 5, de même que la durée d'attribution de l'aide financière prévue à l'article 7, seraient intégralement décrites sous forme semestrielle.

Le moyen afférant serait partant à rejeter.

S'agissant du « *Pratikumsvertrag* » conclu pour une durée déterminée, le délégué du gouvernement donne à considérer qu'il ne serait pas possible au service des aides financières d'anticiper si un renouvellement du contrat initial allait avoir lieu ou si l'intéressé allait retravailler sous un nouveau contrat de travail ou encore s'il allait entamer un nouveau stage pratique ou professionnel rémunéré au cours de l'année académique en cours.

Il rappelle que suivant l'article 11 de la loi du 24 juillet 2014, l'étudiant disposant d'un revenu total annuel propre tel que défini à l'article 4, paragraphe 1^{er}, point 3 de la même loi et supérieur au salaire social minimum annuel pour salariés non qualifiés, pourrait bénéficier de l'allocation familiale et d'une aide financière sous forme de prêt uniquement.

En l'espèce, pour le semestre d'hiver 2016/2017, le demandeur n'aurait pas été en mesure de fournir un bulletin d'impôt sur le revenu récent, tel que prévu par l'article 3, paragraphe 2 sous a) et b) du règlement grand-ducal modifié du 27 août 2014 concernant l'aide financière de l'Etat pour études supérieures, ci-après désigné par « le règlement grand-ducal du 27 août 2016 », puisqu'il n'aurait disposé d'un revenu que depuis la fin de l'année 2016. Le certificat de revenu ou un bulletin d'impôt de l'année précédente ne serait, par ailleurs, d'aucune utilité puisqu'une telle prise en compte ferait totalement abstraction du revenu actuel à disposition du demandeur. Comme il ne serait pas possible au service des aides financières de faire abstraction du revenu de l'étudiant et qu'il ne serait, par ailleurs, pas possible de le faire attendre pendant une durée pouvant dépasser l'année académique en cours afin de produire le certificat de revenu y relatif, il y aurait lieu de prendre en considération le revenu actuel à disposition de l'étudiant. Pour ce faire, le service des aides financières évaluerait le revenu de l'étudiant pour le semestre académique concerné pour lequel il dispose d'informations adéquates et actuelles sous forme de fiche de salaire. En conséquence, dans le présent cas, auraient été prises en considération uniquement les mois rémunérés couvrant la période du semestre d'hiver 2016/2017 s'étalant du 1^{er} août 2016 au 31 janvier 2017. Cette pratique administrative serait appliquée de manière rigoureuse et permettrait de garantir un traitement équitable pour tous les étudiants en prenant en considération leur situation financière réelle au cours du semestre concerné.

Suivant le calcul ainsi décrit, le service des aides financières aurait considéré le semestre d'hiver 2016/2017, s'étendant du 1^{er} août 2016 au 31 janvier 2017, comme période pendant laquelle le revenu à disposition du demandeur peut réellement être établi faute d'une pièce annuelle à l'appui du dossier. Auraient été considérés les mois couverts par le contrat de travail, à savoir la période du 26 septembre 2016 au 31 janvier 2017, soit 4 mois et 5 jours rémunérés. Sur base de ce calcul, le service des aides financières aurait établi un revenu mensuel imposable de ... €, équivalant sur base de 4 mois rémunérés à un montant de ... €, divisé par les 6 mois constituant le semestre académique, de sorte à arriver à un revenu imposable mensuel de ... €, soit un montant supérieur au salaire social minimum pour travailleurs non qualifiés. En conséquence, l'aide financière aurait été accordée au demandeur uniquement sous forme de prêt.

Le délégué du gouvernement souligne encore que, dans sa réponse au recours gracieux, le ministre aurait informé le demandeur que le même procédé serait employé pour le semestre d'été 2016/2017 et que le calcul serait adapté en fonction des mois rémunérés uniquement, de sorte que s'il ne travaillait plus après le 17 février 2017, et si son revenu

imposable mensuel était en-dessous du salaire social minimum pour travailleurs non qualifiés, l'aide financière lui serait accordée sous forme de bourse et de prêt.

Dans sa réplique, le demandeur rappelle les termes de l'article 4, paragraphes 1^{er} et 2 de la loi du 24 juillet 2014 traitant les bourses de base et de mobilité. Tout en admettant qu'à la suite de la modification législative du 23 juillet 2016, l'article 1^{er} se référerait au semestre et non pas à l'année, il donne à considérer que cette référence serait inutile puisque les bourses de base et de mobilité devraient être accordées indépendamment de toute considération de revenu. Ainsi, s'agissant du revenu personnel de l'étudiant, l'évaluation devrait se faire sur base annuelle et non pas sur base semestrielle.

Enfin, il donne à considérer que les bourses de base et de mobilité lui auraient toujours été accordées pour les différents semestres antérieurs à la demande de septembre 2016, tout comme pour la demande d'aide financière du 17 février 2017.

Dans sa duplique, la partie étatique prend position par rapport à l'argumentation du demandeur en relation avec la question de savoir quelles bourses lui ont été accordées, argumentation développée dans le contexte d'un prétendu moyen d'irrecevabilité pour défaut d'intérêt à agir qui aurait été soulevé par le délégué du gouvernement. Le délégué du gouvernement souligne encore que ce serait à tort que le demandeur argumente que les bourses de base et de mobilité seraient automatiquement octroyées à partir du moment où une demande d'aide financière est introduite, la bourse de mobilité devant être demandée séparément puisqu'il s'agirait d'une bourse additionnelle à la bourse de base et présupposerait que le requérant remplit des conditions supplémentaires.

Un étudiant pourrait uniquement obtenir la bourse de base et le prêt de base s'il remplit les conditions de base reprises aux articles 2 et 3 de la loi du 24 juillet 2014, de sorte que chaque étudiant souhaitant obtenir une aide financière de l'Etat demanderait toujours en premier lieu une bourse et un prêt de base, puisque s'il n'était pas éligible pour la bourse de base, il ne serait pas non plus éligible pour toutes les autres bourses ou majorations.

En l'espèce, la bourse de base aurait été accordée sous forme de prêt pour le semestre d'hiver.

S'agissant du fond de l'affaire, le délégué du gouvernement insiste sur les termes de l'article 11 de la loi du 24 juillet 2014 et fait valoir que, contrairement à ce que prétend la partie demanderesse, l'évaluation du revenu personnel de l'étudiant se ferait sur base semestrielle et non pas annuelle.

Enfin, s'agissant de l'argumentation du demandeur suivant laquelle durant l'année précédente les bourses de base et de mobilité lui auraient été accordées, il fait valoir que cette argumentation ne serait pas pertinente puisque le présent litige ne concernerait que la demande d'aide financière du semestre d'hiver 2016/2017, en reprochant au demandeur de comparer la décision faisant l'objet du recours avec les années pendant lesquelles il n'aurait pas travaillé en touchant un salaire dépassant le salaire social minimum annuel pour travailleurs non qualifiés.

Le délégué du gouvernement ajoute que s'agissant du semestre d'été 2016/2017, l'aide financière aurait été adaptée en fonction du revenu du demandeur suivant la même procédure que celle employée pour le semestre d'hiver de la même année.

Aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 24 juillet 2014, en sa version issue de la modification apportée à travers une loi du 23 juillet 2016 portant modification de la loi du 24 juillet 2014, « *La présente loi a pour objet de faciliter l'accès aux études supérieures par l'allocation d'une aide financière sous la forme de bourses, de prêts avec charge d'intérêts et de subventions d'intérêts.*

A l'exception des majorations visées à l'article 6, paragraphes 1^{er} et 2, qui sont allouées par année académique, l'aide financière sous forme de bourses et de prêts est accordée par semestre académique par le ministre ayant dans ses attributions l'enseignement supérieur, désigné par la suite par le terme « le ministre », sur demande écrite de l'étudiant à présenter pour chaque semestre dans les délais et les formes à fixer par règlement grand-ducal.

L'année académique commence le 1^{er} août et se termine le 31 juillet de l'année suivante. Le semestre d'hiver commence le 1^{er} août et se termine le 31 janvier de l'année suivante, le semestre d'été commence le 1^{er} février et se termine le 31 juillet de la même année. ».

Aux termes de l'article 11 de la même loi : « *Par dérogation aux dispositions des articles 4 et 5 ci-avant, l'étudiant disposant d'un revenu total annuel propre tel que défini à l'article 4, paragraphe 1^{er}, point 3, et supérieur au salaire social minimum annuel pour salariés non qualifiés peut bénéficier de l'allocation d'une aide financière sous forme de prêt uniquement. L'étudiant ayant un revenu total annuel supérieur à trois fois et demie le salaire social minimum annuel pour salariés non qualifiés est exclu du bénéfice de l'aide financière pour études supérieures.* ».

Il est certes vrai que, tel que cela est argumenté par la partie étatique, depuis la modification apportée à la loi du 24 juillet 2014 en 2016, les aides pour études supérieures, à l'exception des aides prévues à l'article 6, paragraphes 1 et 2, non litigieuses en l'espèce, de même que de la bourse familiale, sont accordées par semestre académique et non plus comme initialement par année académique, les travaux parlementaires mentionnant, à cet égard, que « *Si l'année académique reste toujours la période de référence des études supérieures, le volet de l'attribution, du calcul et de la liquidation de l'aide financière est ramené à une démarche semestrielle. Cette démarche est plus transparente pour le grand public et ouvre la possibilité au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche de proposer une démarche allégée de demande d'aide financière telle qu'elle est décrite dans le projet de règlement grand-ducal afférent.* »¹. Le tribunal relève toutefois que le revenu à prendre en considération, que ce soit celui du ménage dont fait partie l'étudiant qui est pris en considération dans le cadre de l'octroi de certaines aides, ou que ce soit le revenu propre de l'étudiant conformément à l'article 11 de la loi du 24 juillet 2014, est défini sur base annuelle.

En effet, l'article 4, paragraphe 1^{er}, point 3, auquel renvoie l'article 11 s'agissant de la définition du revenu total annuel propre, dispose que « *Par revenu total annuel, il faut entendre le revenu imposable tel qu'il est défini à l'article 7 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu. Est ajouté, le cas échéant, l'abattement de cession prévu à l'article 130 de la même loi.* », de sorte que la conclusion s'impose que le revenu à prendre en considération est un revenu annuel et non pas semestriel, la loi modifiée du 4

¹ Doc. parl. n° 6975, exposé des motifs, page 4.

décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (LIR) définissant le revenu sur base annuelle.

Dans cette logique, l'article 3 du règlement grand-ducal du 27 août 2014 exige que l'intéressé fournit à l'appui de sa demande, soit une copie du bulletin de l'impôt sur le revenu le plus récent ou un certificat de revenu établi par l'administration des Contributions directes, soit, pour les personnes qui ne sont pas imposables par voie d'assiette, un certificat de revenu établi par l'administration des Contributions directes et un certificat annuel de salaire, de pension, de rente, de chômage ou un certificat de revenu du Centre commun de la sécurité sociale, cette exigence n'étant prévue pas seulement pour l'obtention des bourses définies à l'article 4, paragraphe (1), sub 2 et 3, à savoir pour la bourse de mobilité et la bourse sur critères sociaux, ceci afin de justifier les revenus du ménage dont l'étudiant fait partie, mais encore pour les « *étudiants définis à l'article 11 de la loi* », soit pour justifier les revenus propres au sens de cette disposition.

Dans ces conditions, le tribunal est amené à retenir que si, certes, l'attribution, le calcul et la liquidation des aides financières pour études supérieures sont faits sur base semestrielle, le revenu propre de l'étudiant à prendre en considération est un revenu annuel, de sorte que le calcul effectué en l'espèce sur base de la période couvrant un semestre académique, est contraire à la loi.

Si les considérations pratiques avancées par la partie étatique suivant lesquelles, en présence d'un revenu propre non régulier, tel que cela est le cas notamment de revenus découlant d'un stage effectué sur une période limitée, les revenus ne peuvent pas être déterminés sur base d'un bulletin de l'impôt sur le revenu récent ou d'un certificat de revenus émis par l'administration des Contributions directes, ou encore un certificat de salaire, de rente, de pension de chômage ou un certificat de revenu du Centre commun de la sécurité sociale, tel que prévu par le règlement grand-ducal du 27 août 2014, sont tout à fait pertinentes, de tels certificats ne reflétant pas nécessairement la situation de revenus réelle en cas de revenus irréguliers, étant relevé encore qu'il ne peut, par ailleurs, pas être exclu qu'un contrat conclu initialement pour une courte durée n'est pas prolongé par la suite, il n'en reste, toutefois, pas moins que l'article 4, précité de la loi du 24 juillet 2014, auquel renvoie l'article 11, pertinent en l'espèce, se réfère à un revenu défini conformément à l'article 7 LIR, soit un revenu annuel, de sorte qu'il convient de prendre en considération les revenus touchés sur une année entière. Dans ces conditions, dans l'hypothèse telle que celle de l'espèce où un contrat est conclu pour une courte durée, il convient de calculer le revenu sur base annuelle, quitte à ce qu'un trop perçu au titre des aides doit être remboursé si, à la fin de l'année académique, il s'avère que les revenus annuels ont dépassé les seuils prévus par la loi au cas où le contrat a, le cas échéant, été reconduit ou suivi par un autre contrat engendrant des revenus propres.

Il suit de l'ensemble des considérations qui précèdent que le recours est à déclarer fondé, sans qu'il n'y ait lieu d'examiner les autres moyens présentés par le demandeur, cet examen devant surabondant, et que les décisions litigieuses encourent l'annulation.

Finalement, le demandeur sollicite la condamnation de l'Etat au paiement d'un montant de 750 € à titre d'indemnité de procédure, demande qui est à rejeter dans la mesure où il n'est pas justifié en quoi il est inéquitable de laisser à son unique charge les frais non compris dans les dépens.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement ;

reçoit le recours principal en annulation en la forme ;

au fond, dit le recours justifié, partant annule les décisions du ministre du 30 novembre 2016 et 17 février 2017 et renvoie le dossier au ministre en prosécution de cause ;

dit qu'il n'y a pas lieu de statuer sur le recours subsidiaire en réformation ;

rejette la demande en allocation d'une indemnité de procédure ;

condamne l'Etat aux frais.

Ainsi jugé par et prononcé à l'audience publique du 13 juin 2018 par :

Annick Braun, vice-président,
Alexandra Castegnaro, premier juge,
Olivier Poos, premier juge,
Alexandre Bochet, attaché de justice,

en présence du greffier Michèle Hoffmann.

s. Michèle Hoffmann

s. Annick Braun

Reproduction certifiée conforme à l'original

Luxembourg, le 14/6/2018

Le Greffier du Tribunal administratif